



## Montpellier : le chèque de 264 000 € à l'afficheur JCDecaux ne passe pas pour NousSommes

Un chèque de la Ville à JCDecaux, symboliquement rayé  
MIDI LIBRE SOLENE ARTAUD

**Politique, Hérault, Montpellier**

Publié le 13/02/2021 à 11:03

Lors du dernier conseil municipal, l'élue d'opposition Alenka Doulain, du collectif NousSommes, avait relevé un avenant exonérant l'afficheur JCDecaux de deux redevances pour un montant de 264 000 €. Exonération appliquée aux entreprises touchées par la crise sanitaire.

Michaël Delafosse avait souligné que le marché passé avec JCDecaux représente un million d'euros de recettes, montant "d'autant plus appréciable en cette période où l'on ne perçoit plus la taxe sur les terrasses et que l'on exonère des loyers."

### "Complaisance"

Cela n'a pas empêché NousSommes de mener, vendredi matin, une campagne d'affichage "pour faire savoir aux Montpelliérains (ce) "cadeau" de 264 901 €." Plus tard, près de la colonne Morris de la place de la Comédie, ils ont exhibé et rayé symboliquement un chèque de la Ville de Montpellier au numéro 1 mondial de la publicité extérieure.

Porte-parole du collectif, Catherine Aberdam a dénoncé "une politique qui consiste à être fort avec les faibles et faible avec les forts. Cette somme est outrancière. 264 901 €, cela représente plus de vingt ans de RSA pour une mère seule avec deux enfants, la moitié de l'enveloppe allouée au plan pauvreté par la Ville de Montpellier." Et de pointer "la complaisance face au lobby publicitaire pendant que les vendeurs à la sauvette sont sanctionnés."

### "La publicité numérique, consommatrice d'énergie"

Le collectif NousSommes était accompagné de Jean-Paul Rebouillat, **de l'association Paysage de France**, qui a appelé à "des mesures contre la publicité sur le domaine public", notamment "la publicité numérique, consommatrice d'énergie."

Richard Corvaisier, élu de Castelnau-le-Lez et membre du mouvement Décidons Castelnau, a pointé "les panneaux publicitaires, source de gaspillage lumineux" ainsi que "des publicités destinées aux grandes marques, qui ne servent pas le commerce local. Les élus Ensemble pour Castelnau demandent au président de la Métropole de s'engager dans une révision du RLPI (règlement local de publicité intercommunal, NDLR)."

**JDM**